

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 2 JUILLET 1925.

Proposition de loi modifiant les articles 1, 2, 3, 14, 22 et 23 de la loi organique de l'enseignement primaire et tendant à l'extension de l'obligation scolaire aux enfants atteints d'infirmités physiques ou mentales.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

A la date du 5 juin 1924 nous avons eu l'honneur de vous présenter cette proposition de loi. Atteinte par la dissolution, nous la réintroduisons, confiants cette fois de pouvoir réaliser l'importante réforme à laquelle elle s'attache.

* * *

La protection des enfants anormaux a été envisagée d'abord par des œuvres d'assistance; elle a préoccupé ensuite le monde médical, pédagogique et aussi les juristes.

Les efforts réalisés et les résultats obtenus nous permettent, en ce moment, de tenter un nouveau pas en avant.

Les quelques années d'application de l'obligation scolaire prouvent qu'un grand nombre d'enfants ne retirent pas de leur séjour à l'école des avantages suffisants. Dans ces conditions, il devient nécessaire de reviser quelques articles de la loi organique de l'enseignement primaire.

L'article premier de cette loi proclame, pour les chefs de famille, l'obligation de pourvoir à l'instruction de leurs enfants.

L'article 2 suspend cette obligation pour l'enfant atteint d'infirmités physiques ou intellectuelles entraînant l'incapacité de fréquenter l'école primaire ou les classes pour enfants anormaux établies dans un rayon de quatre kilomètres de son habitation.

Mais l'article 14 stipule que ce n'est que là où l'importance de la population le permet que les communes sont tenues d'organiser des classes pour enfants faiblement doués ou arriérés, ou pour enfants anormaux. On peut donc dire que, pratiquement, ce n'est que dans les grands centres que les parents auront l'occasion de faire donner à ces enfants un enseignement approprié à leur état physique ou mental.

Cependant, si l'on considère le nombre restreint d'écoles et de classes spéciales qui existent, même dans les agglomérations importantes, il faut reconnaître que l'impossibilité de faire éduquer les anormaux est presque générale.

Et pourtant, au cours de la conférence donnée récemment sous les auspices de la Ligue d'Hygiène mentale, M. le docteur BOULENGER, directeur de la Ferme-École de Waterloo, affirmait que le nombre d'enfants justiciables d'un enseignement spécial s'accroît.

Dans leur ouvrage : *La Science de l'Education*, MM. DE MCOR et JONCKHEERE, après avoir parlé de l'évolution de la matière vivante, s'expriment comme suit :

« L'évolution grandiose des sociétés vers le bien et le meilleur suppose le recul fatal d'une série d'unités vaincues. Il semble que toutes les sociétés possèdent — doivent nécessairement posséder — un certain nombre de dégénérés et de non-valeurs qui représentent le déchet produit par le progrès des autres. La dégénérescence des uns et la montée des autres sont les conséquences de l'envolée de la masse vers le devenir plus vaste qui l'attire.

» L'armée des dégénérés et des déséquilibrés apparaît maintenant comme le résultat du progrès général ; elle réalise l'ensemble régressif nécessaire au développement de tous, la conséquence obligatoire de la marche en avant. Les malheureux représentent donc la cause et la résultante de notre supériorité actuelle. Vers eux doit forcément aller, par justice, notre sympathie, notre aide et notre protection. »

A l'occasion d'une visite organisée le 20 avril 1923, par la Société belge de Pédotechnie, à la prison de Forest, le savant professeur M. VERYAECK, chef du service du laboratoire d'anthropologie pénitentiaire, disait en s'adressant aux membres du personnel enseignant :

« Si l'école primaire opérait le plus tôt possible une sélection méthodique, un dépistage scientifique des enfants anormaux, elle effectuerait une grande œuvre en vue de la diminution de la délinquance, de la criminalité.

» Nos enquêtes pénitentiaires au sujet de la période scolaire des délinquants démontrent que, tout au moins chez les condamnés dégénérés et anormaux — et leur proportion dans nos prisons dépasse 60 % — la fréquentation de l'école a été en règle générale irrégulière et leur application mauvaise ; leur anormalité constitutionnelle et intellectuelle dont nous relevons les tares évidentes en prison s'était déjà, dans la plupart des cas, révélée en classe — 75 % environ.

» En les dépistant, on eut pu, par un régime pédagogique approprié, régime qui doit être surtout d'ordre éducatif, atténuer la gravité de leurs anomalies d'esprit et de caractère ; on eut pu aussi, conformément aux principes médico-thérapeutiques de la déficience mentale, les orienter très tôt vers le métier manuel ou la vie agricole qui permettent, dans bien des cas, de réaliser une adaptation très satisfaisante des anormaux à l'existence sociale régulière.

» C'est à l'école donc que l'on doit intervenir énergiquement pour prévenir la criminalité ; c'est là que l'on peut enrayer le danger qu'elle constitue au point de vue social. »

Dans une conférence faite à des éducateurs, le professeur docteur DECROLY, parlant des enfants arriérés et anormaux, disait notamment :

» Vous pouvez vous demander, en effet, à quoi bon s'occuper de ces enfants ; le jeu en vaut-il la chandelle ; n'est-ce pas du déchet qu'il vaut mieux négliger ?

Mais réfléchissez à ceci : dans l'industrie, il n'y a plus de déchets ; l'industriel qui extrait du charbon, le gaz d'éclairage, produit des déchets ; eh bien, un autre industriel tâche de les utiliser ; c'est la base d'une nouvelle industrie ; c'est ainsi que de nos jours, dans la transformation des matières, rien ne se perd, rien ne se gaspille.

» On récupère les résidus de la distillation de la houille, les gaz des hauts-fourneaux, des fabriques de sucre, des tanneries, et ainsi de suite.

» N'est-il pas naturel qu'on cherche aussi à ne pas laisser les déchets inutilisés parmi les hommes, et cela d'autant plus qu'ils coûtent à la société ; ils sont des poids morts, des charges et des dangers présents et futurs et, en tous cas, ils constituent une gêne dans les classes ordinaires ; en s'y intéressant, on vient donc en aide d'abord aux normaux.

» En supposant même qu'il n'y eût rien à tirer de ces enfants, ce qui n'est pas exact pour un grand nombre, il faut reconnaître que c'est en les traitant qu'on arrive à mieux comprendre l'enfant en général et à améliorer l'éducation de tous. Ce sont, en effet, les anormaux qui ont permis de mieux comprendre certains mystères du mécanisme de la pensée et des sentiments, et qui m'ont précisément fait mieux voir qu'elles étaient les modifications les plus importantes à introduire dans les méthodes employées actuellement. »

Ces avis, donnés par des personnalités médicales, dont la compétence est indiscutable, prouve que le nombre d'anormaux augmente, qu'il importe de s'en préoccuper sérieusement, et que les sacrifices qui seront consentis à leur intention ne seront pas perdus. Ils permettront, dans un délai qui ne sera pas bien éloigné, de réduire considérablement les dépenses d'assistance et les frais d'entretien des asiles et des dépôts de mendicité.

Un grand nombre de ces enfants ne peuvent être reçus dans les écoles ou gardés par les familles ; grâce à l'intervention du Fonds commun (loi du 14 juin 1920), ils sont actuellement placés dans des institutions à régime internat. Cependant, on peut se demander si tous ces enfants doivent être enlevés à leur milieu et si plusieurs d'entre eux ne peuvent être avantageusement éduqués en contact avec leur famille et bénéficier, dans les cas favorables, des soins maternels.

A ces opinions, émises par des médecins, qui envisagent spécialement des formes graves de dégénérescence, ajoutons le point de vue d'un éducateur :

Dans sa brochure : *L'Instruction obligatoire et les Devoirs des Administrations publiques*, M. G. Boon, instituteur qui s'est particulièrement occupé de la question, s'exprime comme suit :

« MM. DEMOOR et JONCKHEERE demandent qu'on s'occupe des dégénérés.

» Mais à côté de ceux-là, nous devons nous intéresser à la grande masse de ceux qui représentent toutes les forces d'insuffisance, d'irrégularité et d'anomalie au point de vue de l'état physique ou mental, depuis les plus légères jusqu'à celles qui confinent aux cas les plus graves.

» Nous avons montré que leur état résulte, pour une part au moins, d'erreurs commises dans leur éducation. Il y a lieu d'intervenir pour eux, d'éviter que

leur état ne s'aggrave et qu'ils ne deviennent sinon des déchets complets, du moins des non-valeurs relatives.

» Regardons autour de nous ! Les œuvres d'assistance, dans tous les pays, ne substituent-elles pas dans une large mesure la bienfaisance préventive aux interventions onéreuses qui ont pour but de soulager les misères déjà nées ? D'autre part, la médecine ne concentre-t-elle pas ses efforts pour « prévenir plutôt que guérir » en ce qui concerne particulièrement le traitement des pré-tuberculeux ? Dès lors, nous devons nous convaincre que notre devoir immédiat, à nous éducateur, est de porter secours à la multitude des enfants qui, au point de vue mental, sont faiblement doués ou arriérés et anormaux et qui ne trouvent dans l'organisation scolaire actuelle un milieu favorable à leur développement intégral. »

M. PAUL WETS, juge des enfants, attache aussi la plus grande importance à l'enseignement spécial. Dans son *Guide du Délégué de la Protection de l'Enfance*, il dit notamment ce qui suit :

« Il est souhaitable que ces classes d'enseignement spécial soient multipliées. Leur nombre est par trop réduit à l'heure présente. Elles peuvent rendre les plus grands services. Les communes ont là un devoir important à remplir dont elles ne se sont peut-être pas assez préoccupées. »

N'est-ce pas aussi, en partie, à cette catégorie d'enfants également que M. HUBERT, Ministre des Sciences et des Arts, faisait allusion dans sa circulaire du 28 février 1922, dont nous extrayons ce passage :

« Un mal souvent constaté est l'encombrement des classes inférieures par les déchets, enfants peu doués ou arriérés, qui trainent pendant plusieurs années dans les divisions élémentaires. Je demande aux instituteurs un généreux effort pour qu'ils aident ces enfants à atteindre avec moins de retard les divisions supérieures. »

Ces enfants existent donc, ils fréquentent l'école, ils méritent qu'on s'intéresse à leur situation et il est temps qu'on fasse en sorte qu'ils puissent recevoir, sur place, des soins éducatifs appropriés.

Il résulte de la statistique publiée par le Ministère des Sciences et des Arts, le 31 décembre 1922, que 16 % des élèves quittent l'école après la quatrième année d'études, 15 % après la cinquième année, 43 % après la sixième année, 14 % après la septième année et seulement 12 % achèvent la huitième année d'études.

Ces diverses considérations nous ont amené à vous proposer, Messieurs, certaines modifications à la loi organique de l'enseignement primaire. Elles tendent :

- 1° à généraliser l'obligation scolaire;
- 2° à prolonger cette obligation pour les anormaux éducatibles;
- 3° à imposer l'organisation d'un enseignement spécial;
- 4° à favoriser la création de classes pour enfants faiblement doués ou arriérés, et de classes de récupération.

Pour réaliser les idées que nous préconisons ici, il est urgent d'envisager la préparation des éducateurs qui seront appelés à s'occuper de l'éducation et de l'instruction de la catégorie d'enfants que nous visons. Il nous paraît donc indispensable d'attirer l'attention du personnel enseignant sur l'initiative prise, depuis 1914, par la province de Brabant, en vue de former des institutrices et des instituteurs compétents, et d'organiser, dans le plus bref délai, des cours normaux temporaires dans les deux langues, en différents endroits du Pays.

Nous avons eu l'occasion de suivre de près des expériences faites dans l'enseignement primaire d'une commune de l'agglomération bruxelloise et nous avons pu ainsi nous rendre compte de la véritable méthode à suivre pour créer rationnellement l'enseignement spécial dans les grands centres. Nous en avons retiré la conviction qu'il est indispensable de commencer par la sélection et le classement des élèves dans les écoles ordinaires, afin d'y découvrir les enfants qui demandent les soins éducatifs particuliers.

Les modifications que nous avons l'honneur de proposer à la Chambre sont de nature à faire bénéficier dans une plus large part tous les enfants, sans distinction, des avantages de l'instruction obligatoire et à réaliser l'égalité de tous devant l'instruction et l'éducation.

Nous avons soumis ces « *Développements* » et la « *Proposition de loi* », à la Société protectrice de l'Enfance anormale de Bruxelles.

Les membres suivants, appartenant au Conseil général de cet organisme, ont collaboré à l'étude de ce document : MM. le docteur BOULENGER, BOON, docteur DEMOOR, docteur DECROLY, docteur DAM, HERLIN, HERNALSTEEN, JONCKHEERE, A. NIJNS, docteur NYNS, SMELTEN et le Juge des Enfants WETS.

M. le docteur DEMOOR, président de la Société protectrice de l'Enfance anormale, a bien voulu nous communiquer les « *Considérations générales* » qui suivent ainsi que des suggestions dont nous avons tenu compte dans le texte de la proposition de loi.

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.

« La Société protectrice de l'Enfance anormale est invitée à donner son avis sur l'opportunité d'un projet de loi modifiant les articles 1, 2, 3, 14, 22 et 23 de la loi organique de l'enseignement primaire, tendant à étendre le principe de l'obligation scolaire aux enfants anormaux.

» Sous le bénéfice des considérations qui vont suivre, elle félicite l'auteur du projet, dont elle approuve hautement l'initiative.

» Elle exprime cette impression liminaire de ses membres les plus autorisés par leur spécialisation, que la loi actuelle, malgré ses imperfections, a déjà donné la mesure d'une utilité que personne ne contestait en théorie, mais que la pratique est venue consacrer.

» D'une manière générale, il semble que la loi actuelle est bien observée, dans la mesure où elle peut s'appliquer au nombre des enfants que l'obligation scolaire permet d'atteindre par ses dispositions.

» La vigilance des autorités judiciaires tient strictement la main au respect de cette obligation. On peut affirmer que le nombre de contraventions relevées est relativement minime, par rapport à la grande masse des mineurs atteints. Le plus souvent le mauvais vouloir paraît étranger aux infractions constatées, qui sont communément provoquées par des circonstances particulières aux espèces et où la nécessité, la misère, l'ignorance des exigences légales, le besoin constaté du concours d'un aîné, viennent fournir l'élément d'excuse que le pouvoir judiciaire aura à apprécier.

» Si, à l'heure actuelle, et sur tout le territoire du royaume, la courbe de la criminalité infantile a une tendance très marquée à l'abaissement, ce phénomène social consolant peut, sans contredit, être partiellement imputé à l'application rigoureuse de la loi qui prescrit l'obligation scolaire à la grande masse des justiciables des juges des enfants.

» Ces considérations nous paraissent de nature à justifier l'extension du principe de l'obligation scolaire aux nombreux mineurs qui, actuellement, à la faveur des exceptions prévues par la loi en vigueur, échappent au bienfait, soit de toute scolarité, soit d'une scolarité suffisante.

» Nous estimons que notre législation devrait affirmer au seuil même de l'énoncé de ses dispositions, ainsi que le consacre la législation scandinave : *que tout enfant a droit au bénéfice de l'instruction.*

» Cette affirmation donnerait son sens précis à l'obligation du chef de famille, consacrée par l'article 1^{er} de la loi, § 1^{er}. Elle aurait pour effet de n'exclure en principe aucune catégorie d'enfants du bénéfice de l'enseignement et de n'accorder qu'un simple caractère transitoire aux exceptions prévues par la loi et fondées sur des motifs de pur fait.

» Nous voyons qu'actuellement l'article 2 de la loi, en son 3^o, suspend l'obligation pour l'enfant atteint d'infirmités physiques ou intellectuelles entraînant l'incapacité de fréquenter l'école primaire ou les classes pour enfants anormaux établies dans un rayon de quatre kilomètres de son habitation.

» C'est cette disposition qu'il s'agit avant tout de reviser. Elle pratique, en effet, dans la loi une brèche par laquelle beaucoup de mineurs échappent au principe de l'obligation. Sans doute, l'article 14 prévoit en son § 5 que là où l'importance de la population le permet, les communes sont tenues d'organiser des classes pour enfants faiblement doués ou arriérés ou pour enfants anormaux.

» Il résulte d'abord du commentaire de ce texte que le bénéfice de cette disposition ne peut s'assurer que dans les grands centres, où l'expérience nous a d'ailleurs démontré que les autorités communales n'ont pas suffisamment répondu au vœu du législateur : le nombre des classes d'enseignement spécial est très limité, notoirement insuffisant, et dans beaucoup d'importantes communes totalement inexistant. En dehors des rares initiatives de quelques grandes communes, les autorités scolaires n'ont, à notre connaissance, rien organisé en faveur de l'enseignement spécial et nous pouvons ajouter qu'aucune obligation n'atteint le mineur infirme physique, pour lequel la sujétion à des méthodes spéciales, actuellement inexistantes, présenterait cependant le plus manifeste intérêt.

» Il échet, en effet, de s'entendre sur la propriété du terme : *enfant anormal*, auquel il convient d'étendre le bénéfice de la loi projetée.

» Sans nous engager dans l'épineuse complication des classifications, disons que nous entendons par *enfants anormaux*, tous ceux qui, à un degré quelconque, impliquent une anomalie caractérisée; qu'elle soit physique, sensorielle ou mentale, nous considérerons donc comme tels : les sourds-muets, aveugles, estropiés, déficients mentaux, arriérés pédagogiques, etc. A tous ces malheureux susceptibles de tirer un avantage d'un enseignement spécial, va notre sollicitude et s'étend dans notre esprit le profit du projet de loi.

» Nous ajouterons ici, pour compléter notre pensée, et appuyant les développements du projet qui nous est soumis, que nombreux sont les mineurs qui ne retirent pas de l'enseignement le bénéfice qu'ils pourraient en retirer, parce que la durée de l'obligation scolaire est insuffisante pour eux.

» Le nombre d'années fixé par la loi pour déterminer le cycle de l'obligation est purement théorique et abstrait. Il règle les étapes d'un programme scolaire pour un enfant normalement doué.

» Mais la statistique officielle publiée par le Ministère des Sciences et des Arts, le 31 décembre 1922, démontre clairement le nombre considérable de sujets qui n'achèvent pas le cycle scolaire et qui, conséquemment, retirent de leur fréquentation un profit très limité. C'est pour ces mineurs là, également, qu'il convient de modifier les dispositions existantes.

» Sans doute, l'article 3 de la loi, § 2, prévoit qu'un arrêté royal déterminera dans quelles conditions cette période peut être prolongée pour les enfants anormaux éducatibles. Mais cet arrêté n'existe pas à l'heure actuelle et nous pensons d'ailleurs qu'il serait malaisé d'en arrêter actuellement les termes, en présence de l'insuffisance des dispositions légales existantes.

» Le pays possède actuellement des cours d'enseignement normal réservés au personnel qui se prépare à l'enseignement spécial, notamment celui créé par la province de Brabant en 1913, et qui fonctionne depuis cette époque, des établissements d'observation et cliniques médico-pédagogiques, plusieurs établissements d'enseignement spécial, à régime d'internat, pour enfants des deux sexes, créés soit par l'initiative privée, soit par l'initiative des organismes officiels (province, œuvre nationale de l'enfance), diverses écoles réservées à l'enseignement à assurer aux estropiés, un nombre suffisant d'écoles destinées aux sourds-muets ou aveugles, une loi assurant le bénéfice du fonds commun à tous les anormaux indigents (14 juin 1920).

» Le moment paraît venu d'établir une coordination entre ces entités de réalisation récente et qui toutes, à des points de vue variés, peuvent concourir au but actuellement envisagé.

» Il va sans dire que le prescrit de l'article 11, prévoyant l'application des peines éventuelles, serait désormais applicable aux contrevenants aux dispositions nouvelles, l'obligation ayant pour tous les astreints le même caractère.

» L'occasion de la refonte de la loi pourrait permettre au législateur de compléter le texte de l'article 23, en assurant le bénéfice des subsides de l'État aux provinces qui organisent, telle la province de Brabant, l'enseignement primaire en faveur de certaines catégories d'enfants.

» Nous ne croyons pas nécessaire d'appuyer nos considérations sur les citations reprises aux « Développements ». Encore qu'elles ne sont pas toujours adéquates au but entrepris, elles ne constituent que des opinions personnelles, très respectables, sans doute, mais moins décisives, selon nous, que les éléments statistiques que nous croyons plus utiles de reproduire ci-dessous :

» Retenant ici pour reproduits les chiffres symptomatiques de la statistique officielle publiée par le Ministre des Sciences et des Arts, le 31 décembre 1922, et rappelés aux « Développements » qui démontrent déjà d'une manière impressionnante l'intérêt de la question, nous invoqueront les indications troublantes fournies par l'activité de la Clinique médico-pédagogique du Brabant. Cet organisme a eu à examiner, depuis le 15 janvier 1920, 945 enfants; le plus grand nombre présenté par l'office du juge des enfants de Bruxelles. Tous ces mineurs furent classés suivant une méthode uniforme d'investigation.

» Ils se répartissent comme suit :

Bien doués	85
Normaux	195
Arriérés	350
Débiles mentaux	180
Imbéciles	134
Idiot	1

» Déjà, en 1910, dans un tableau de statistique envoyé par la Société protectrice de l'enfance anormale à l'Exposition de Bruxelles, on comptait un anormal pour 850 habitants et un chiffre approximatif de 8,700 anormaux pour le territoire belge.

» Les écoles primaires comptaient, à cette époque, une moyenne de 10 % d'arriérés pédagogiques et 90.000 arriérés pédagogiques (garçons et filles) dans les écoles primaires soumis à l'inspection de l'État.

» Ces indications semblent être actuellement en-dessous de la réalité.

» La Commission constituée pour la réorganisation de l'enseignement des anormaux, sourds-muets et aveugles, créée en 1920 par M. le Ministre de la Justice, réunissait les chiffres suivants d'anormaux belges dans les instituts spéciaux :

Sourds	1,243
Aveugles	360
Infirmes	55
Faibles d'esprit	631
Arriérés pédagogiques	116
Idiots profonds	326
Épileptiques	154
Divers	340
TOTAL.	<u>3,225</u>

» Une enquête poursuivie à Bruxelles en 1909 par l'inspection communale des écoles dans le but de déterminer le pourcentage des enfants arriérés, établit qu'il y avait dans les écoles une population de 1,299 enfants ayant trois années et plus de retard scolaire : 937 de ces mineurs étaient placés dans les classes d'enseignement spécial.

» Le 30 juin 1921, les sections spéciales ne comportent plus que 857 enfants arriérés, sur une population totale de 9,960, soit un chiffre de 8 %.

» Une enquête plus récente poursuivie dans la commune d'Anderlecht en 1922, révéla que sur 5,452 enfants appartenant aux quatre degrés de l'école primaire :

416	enfants,	soit 8 %,	ont un retard de 3 ans,
163	id.	3 %,	id. 4 id.
44	id.	1 %,	id. 5 id.

» Si nous recherchons maintenant les renseignements relatifs aux enfants estropiés en Belgique, les statistiques nous enseignent qu'en 1912 on comptait dans le Brabant, approximativement 942 estropiés de 6 à 14 ans (575 d'entre eux fréquentant l'école).

» Entre 14 et 18 ans, sur 445 adolescents signalés, il ne s'en trouve pas 100 en apprentissage.

» En 1920, les directeurs et directrices des écoles officielles de l'agglomération bruxelloise demandent l'admission dans un établissement spécial pour estropiés, de 68 enfants.

» Lorsqu'en 1919, l'actuel directeur de l'école des estropiés de la rue des Tanneurs reprit ses fonctions, il constata que sur 32 élèves se trouvant à ce moment dans les ateliers d'apprentissage de l'institut des estropiés du Brabant, 14 sont des illettrés complets; tous avaient au moins 16 ans. *Un seul élève avait fait son école primaire complète.*

» A l'appui de cette édifiante documentation, l'un des nôtres signale qu'il a été amené à constater que nombre d'enfants sourds-muets et aveugles ne reçoivent en Belgique aucune instruction. Il a trouvé dans certains établissements des infirmes de 12, 13 et 16 ans, récemment entrés, qui n'avaient jamais été en classe. Aucune disposition légale ne permet de retenir ces enfants dans les instituts contre le gré des parents.

» Nous croyons que cette documentation précise et qu'une étude plus étendue pourrait encore compléter, produite pour appuyer notre sentiment intime sur l'utilité de la proposition de loi qui nous est soumise, peut suffire à elle seule pour démontrer la nécessité d'une législation qui doit étendre sa bienfaisance à une population considérable d'enfants malheureux parmi les plus malheureux, que l'insuffisance des textes permet actuellement de soustraire à tout bénéfice d'éducation.

» L'œuvre à poursuivre par le législateur, en soumettant ces enfants au bénéfice de l'enseignement spécial, doit non seulement s'inspirer de raisons sentimentales, mais aussi de l'impérieux souci de diminuer, par une législation bien com-

prise et sagement appliquée, le nombre des assistés qui grèvent chaque année si lourdement le budget de l'assistance et de la bienfaisance,

» Pour terminer notre exposé, nous voudrions examiner sommairement un des à-côtés du problème qui pourrait soulever quelques objections

» L'article 2 du texte proposé prévoit que l'obligation scolaire est maintenue lorsqu'il existe des moyens faciles de communication entre le domicile du mineur et l'établissement où doit se poursuivre l'instruction primaire du sujet, ou lorsque ces moyens peuvent être organisés. Cette disposition soulève la question du déplacement des mineurs anormaux du domicile au centre d'enseignement,

» Ce point de vue n'intéresse pas le groupe pour lequel l'internement s'impose comme seul mode pratique d'action. Pour ces enfants, l'obligation doit exister en principe. Elle sera respectée par la présence de l'enfant à l'internat approprié.

» Pour les autres enfants, la question peut présenter quelques complications. Elle n'est pas insoluble.

» Il nous revient que la ville d'Anvers a déjà donné une solution pratique à ce problème. »

Nous extrayons d'un rapport dressé par M. le docteur DAM sur les mesures d'exécution pour la création de l'Institut provincial pour infirmes et estropiés les renseignements suivants :

« Les écoles spéciales du « London County Council » sont disséminées au nombre de 39 dans tout Londres. Elles ont actuellement une population totale de 3,086 enfants. Le problème du transport des enfants a été résolu de façon très pratique. Il ne faut pas perdre de vue que chaque école ne s'occupe que d'un quartier de la ville; son rayon d'action ne dépasse pas 3 milles anglais; c'est là le maximum qui m'ait été signalé. Les choses se font, en général, de la façon suivante : les enfants habitant à proximité de l'école et capables de marcher y viennent par leurs propres moyens; ceux qui habitent plus loin peuvent emprunter les voies de communication habituelles : tramways, omnibus, chemins de fer, etc. Dans ce cas, en cas d'indigence, l'école rembourse les frais occasionnés par le transport; les autres enfants, ceux qui ne peuvent marcher facilement, ceux ne pouvant pas marcher, ceux qui se trouvent dans des conditions telles qu'ils ne peuvent user des moyens de transport habituels, pour l'une ou l'autre raison, ces enfants, dis-je, sont amenés à l'école au moyen de voitures spéciales,

» Chaque école possède deux ou trois voitures et chacune de celles-ci fait deux ou trois tournées, passant par certains carrefours déterminés où les parents conduisent leurs enfants; dans le cas où il y a impossibilité à ce qu'il en soit ainsi, la voiture passe à domicile de l'enfant pour le prendre.

» Chaque voiture est accompagnée d'une infirmière ou d'une aide-infirmière. Les enfants sont tous rendus en classe pour 9 1/2 heures environ, 10 heures au plus tard; ils y resteront toute la journée; ils prennent leur repas de midi à l'école. »

Les modalités d'application de la loi projetée devraient naturellement s'inspirer

des conditions particulières où vivent nos populations belges, des ressources disponibles, des possibilités d'exécution, des moyens existants et utilisables, de la bonne volonté des autorités et des parents; mais, ce qui, à l'heure actuelle, a été réalisé à l'étranger et dans notre propre pays peut fournir des éléments de suggestion, dont il nous appartient de tirer un large profit.

» Nous concluons. L'œuvre entreprise nous apparaît particulièrement recommandable. Elle vient à son heure. L'état de nos méthodes, la valeur de notre enseignement spécial, l'existence de nos divers organismes scolaires spécialisés rendent le vote de la loi projetée souhaitable. L'intérêt des enfants et en dernière analyse celui du pays sont « liés au développement d'une législation, dont le » texte actuellement en vigueur laissait entrevoir déjà la nécessité et la future » réalisation. »

*
* * *

Le 24 mai 1924, nous avons reçu de la Ligue Nationale belge d'Hygiène mentale, 80, rue de Livourne, la lettre ci-dessous signée par son Secrétaire général, M. le docteur ERNEST DECRAENE.

« MONSIEUR LE DÉPUTÉ,

» C'est avec le plus vif intérêt que nous avons pris connaissance de votre projet de loi au sujet de l'obligation scolaire pour les enfants anormaux : nous souhaitons que votre généreuse initiative obtienne l'approbation du Parlement.

» Nous croyons utile de vous signaler que le Comité belge d'Hygiène mentale a unanimement approuvé un rapport au sujet de l'obligation scolaire et des méthodes d'enseignement des enfants anormaux, présenté par le docteur AUGUSTE LEY, professeur de psychiatrie à l'Université de Bruxelles, dont les conclusions sont formulées comme suit :

» Une expérience de vingt-cinq années me permet d'affirmer la très grande importance de l'enseignement spécial, fait dans des écoles bien organisées, pour les enfants arriérés et insuffisants au point de vue mental. C'est une des meilleures œuvres qu'on puisse instituer pour prévenir la délinquance et la criminalité.

» Si tous les enfants arriérés et insuffisants passait obligatoirement par ces écoles, et si on y dépistait avec soin leurs tares et leurs lacunes mentales et morales, si outre cela on les suivait et si on les protégeait dans la lutte pour la vie, on peut dire qu'on éviterait à un grand nombre d'entre eux de tomber dans le vice ou le crime.

» Quant à l'organisation même des écoles spéciales pour enfants arriérés, la période des essais et des tâtonnements est actuellement terminée. On sait ce qui leur convient.

» L'observation des sujets adultes qui ont passé par les classes spéciales prouve que, dans la vie courante, ce sont les aptitudes manuelles qui leur permettent de se tirer, éventuellement, d'affaire et que les notions intellectuelles

scolaires ont pour eux une importance secondaire ou nulle. Or, le but de l'éducation spéciale est de les rendre utilisables dans la société.

» Tous les pédagogues et tous les médecins compétents sont d'accord pour dire que dans l'enseignement spécial c'est l'éducation manuelle et la formation de l'enfant en vue de son adaptation à la vie réelle et pratique, qui doivent avoir le pas sur l'instruction proprement dite.

» Il est utile de proclamer qu'on perd son temps en apprenant aux enfants arriérés la lecture, l'écriture et le calcul ainsi que les autres branches scolaires, selon les programmes en vigueur.

» Ces branches ne doivent venir qu'en second lieu et s'accrocher pour ainsi dire à l'enseignement manuel, pratique, vivant et concret qui doit être l'enseignement principal.

» C'est surtout l'école spéciale qui doit être un laboratoire, un atelier et une école active. L'enfant doit y être occupé constamment de choses concrètes et utiles. Les méthodes si remaquablement préconisées par M. DECROLY doivent y être appliquées avec intensité. Et accessoirement, occasionnellement, lorsqu'un intérêt spécial se présente, l'enfant doit être amené à apprendre à écrire, à lire et à calculer. Mais point chez eux d'enseignement systématique des matières scolaires formelles.

» Souhaitons qu'un pédagogue novateur et hardi, ose appliquer intégralement ces principes.

» Depuis trop longtemps et dans trop de classes spéciales encore, on doit suivre un « programme » calqué sur les exercices scolaires imposés aux enfants normaux, et l'on arrive à dégoûter l'enfant faible de l'école et du travail, en cherchant à lui inculquer des notions que son cerveau est incapable d'assimiler.

» Il est donc temps, non seulement qu'on crée partout des écoles spéciales pour enfants arriérés et qu'on en rende la fréquentation obligatoire, mais aussi que, négligeant certaines traditions pédagogiques, on les organise selon les principes modernes. Il est nécessaire que les éducateurs et les médecins qui ont uni leurs efforts en vue de développer et de perfectionner le cerveau de ces malheureux enfants, proclament hautement cette nécessité d'abandonner en leur faveur la routine pédagogique. »

Veuillez agréer, M. le député, l'assurance de notre considération la plus distinguée.

* * *

Nous sommes heureux de pouvoir présenter à la Chambre ce projet qui a reçu l'approbation unanime des personnalités les plus compétentes en matière d'éducation de l'Enfance anormale.

Il a incontestablement une haute portée sociale.

G. MELCKMANS.

(N° 28)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 2 JULI 1925.

Wetsvoorstel waarbij de artikelen 1, 2, 3, 14, 22 en 23 der wet tot regeling van het lager onderwijs worden gewijzigd, en de leerplicht wordt uitgebreid tot de gebrekkige of zwakzinnige kinderen.

TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Op 25 Juni 1924, hadden wij de eer u het onderhavig wetsvoorstel te onderwerpen. De Kamerontbinding deed het vervallen; daarom dienen wij het opnieuw in, met de hoop, ditmaal, de belangrijke hervorming te kunnen

* *

verwezenlijken, die er het voorwerp van is.

De bescherming der abnormale kinderen werd eerst door Onderstandswerken ondernomen; daarna hebben de dokters, de opvoedkundigen en ook de juristen er zich mede bezig gehouden.

De arbeid die werd verricht en de uitslagen die werden bereikt laten ons op dit oogenblik toe een nieuwen stap vooruit te doen.

De enkele jaren van toepassing van den schoolplicht bewijzen dat een groot getal kinderen uit hun schoolbezoek niet genoeg voordeel trekken. Daarom is het noodig enkele artikelen van de wet tot regeling van het lager onderwijs te herzien.

Het eerste artikel van deze wet legt aan de gezinshoofden de verplichting op in het onderwijs van hun kinderen te voorzien.

Artikel 2 heeft deze verplichting op voor het gebrekkig of zwakzinnig kind dat ongeschikt is de lagere school bij te wonen of de klassen voor abnormale kinderen gevestigd in een omgeving van vier kilometer van zijne woning.

Maar artikel 14 bepaalt dat alleen daar, waar het aantal inwoners het toelaat, de gemcenten gehouden zijn klassen op te richten voor zwakzinnige of achterlijke, of abnormale kinderen. Men kan dus zeggen dat, practisch gesproken, alleen in de groote centrums de ouders de gelegenheid zullen hebben aan deze

kinderen een onderwijs te doen geven voor hun lichamelijken of verstandelijken toestand geschikt.

Evenwel, wanneer men rekening houdt met het beperkt getal bijzondere scholen en klassen die er bestaan, zelfs in de belangrijke agglomeraties, moet men erkennen dat de onmogelijkheid van aan de abnormalen onderricht te geven bijna algemeen is.

En nochtans, in de lezing onlangs gehouden onder de bescherming van de « Ligue d'Hygiène mentale », beweerde Dr BOULENGER, bestuurder van de Hoeveschool van Waterloo, dat het getal kinderen, die een bijzonder onderwijs noodig hebben, grooter wordt.

In hun werk : « *La Science de l'Éducation* », zeggen de heeren DE MOOR en JONCKHEERE, na gesproken, te hebben van de evolutie der levende stof, het volgende :

« De grootsche ontwikkelingsgang der samenleving naar het goede en het betere onderstelt den onvermijdelijken achteruitgang van eene gansche reeks soort menschen die overwonnen zijn. Blijkbaar bezitten al de standen der samenleving — en moeten dit noodzakelijkerwijs bezitten — een zeker getal ontaarden en individuen zonder waarde, die het overschot vertegenwoordigen dat door den vooruitgang der anderen wordt verwekt. Het verval der eenen en de vooruitgang der anderen zijn het gevolg van den opgang der massa naar eene meer ruime wording die ze aantrekt.

» Tegenwoordig blijkt het leger der ontaarden en abnormalen het gevolg te zijn van den algemeenen vooruitgang; het is het gedeelte dat noodzakelijkerwijs achteruit gaat in den algemeenen ontwikkelingsgang, een onvermijdelijk gevolg van den vooruitgang. De ongelukkigen vertegenwoordigen dus de oorzaak en het gevolg van onze tegenwoordige superioriteit. Rechtvaardigheidshalve zijn wij hun dus onze sympathie, onze hulp en onze bescherming verschuldigd. »

Ter gelegenheid van een bezoek, den 20^e April 1923 door de Belgische Maatschappij voor Kinderkennis aan de gevangenis van Vorst gebracht, drukte zich de geleerde professor, de heer VERVAECK, hoofd van het « Laboratoire d'anthropologie pénitentiaire », als volgt uit tot de leden van het onderwijzendpersoneel :

» Indien in de lagere school zoo vroeg mogelijk op methodische en wetenschappelijke wijze de abnormale kinderen van de anderen werden gescheiden, zou er reeds een groote stap zijn gedaan tot de vermindering der misdrijven en der criminaliteit.

» Uit ons onderzoek in de gevangenis gedaan over het vroeger schoolbezoek der misdadigers blijkt dat, ten minste de ontaarde en abnormale gevangenen — en hun getal bedraagt meer dan 60 t. h. van de gevangenisbevolking — over het algemeen onregelmatig de school hebben bezocht en weinig blijft aan den dag hebben gelegd; hun lichamelijke en verstandelijke gebreken waarvan wij de klare blikken in de gevangenis vaststellen, waren in meestal de gevallen — 75 t. h. ongeveer — reeds ter school tot uiting gekomen.

» *Had men in de school daarop het oog gehouden, dan had men door middel van een aangepaste methode, die vooral van opvoedenden aard moet zijn, de bezwaren van hunne geestes- en karaktergebreken kunnen verminderen; dan het men insgelijks, overeenkomstig de geneeskundige beginselen omtrent de tekortkoming der zwakzinnigen, ze zeer vroeg kunnen opleiden voor een ambacht of den landbouw, waardoor, in vele gevallen, de abnormalen op zeer bevredigende wijze aan het regelmatig sociaal bestaan worden aangepast.*

» *In de school dus moet men reeds op krachtdadige wijze optreden ten einde de criminaliteit te voorkomen; daar kan men het gevaar stuiten, dat er op sociaal gebied uit voortvloeit.* »

In eene conferentie voor opvoeders zegde professor Dr DECROLY, sprekende over achterlijke en abnormale kinderen :

« Gij kunt u, inderdaad, afvragen waartoe het dient zich met deze kinderen bezig te houden; is het wel de moeite waard; is het niet beter dit overschot te verwaarloozen? Doch denkt er aan, dat in de industrie geen overschot of afval meer bestaat; de industrieel die gas tot verlichting uit de steenkool trekt, heeft afval; doch een andere industrieel maakt er gebruik van en aldus wordt de afval de grondslag van een nieuwen nijverheidstak; op deze wijze gaat in de bewerking der grondstoffen heden ten dage niets meer verloren.

» De afval der steenkool-distillatie wordt ingezameld, alsmede de gassen der hoog-ovens, der suikerfabrieken, der leerlooierijen, en zoo verder.

» Is het dan niet natuurlijk, dat men insgelijks tracht den afval te gebruiken waar het menschen geldt, des te meer daar zulke menschen ten laste komen van de samenleving; zij zijn zonder nut, en een last en een gevaar nu en later, en in alle geval, zijn zij eene belemmering in de gewone standen; wanneer wij ons met hen inlaten, werken wij dus eerst voor de normale personen zelf.

» Ondersteld zelfs, dat er van deze kinderen niets te maken is, hetgeen voor velen niet waar is, dan moet men toch erkennen, dat de omgang met hen ons beter het kind in het algemeen zal laten kennen en de opvoeding van allen zal bevorderen. Inderdaad, door middel van de abnormale kinderen hebben wij beter sommige geheimen kunnen begrijpen van de werking der gedachte en der gevoelens, en klaarder kunnen inzien welke de voornaamste wijzigingen waren die in de thans gebruikte methodes dienden te worden ingevoerd. »

Uit deze beschouwingen, door geneeskundige personaliteiten met onbetwistbare bevoegdheid voorgebracht, blijkt, dat het getal abnormale kinderen vermeerderd, dat men zich op ernstige wijze om hen moet bekommeren en dat de opofferingen voor hen gedaan, niet verloren zullen zijn. In eene niet verre toekomst zal men aldus op aanzienlijke wijze de uitgaven van onderstand kunnen verminderen alsmede die voor de toevluchtshuizen en bedelaarsgestichten.

Een groot getal dezer kinderen kunnen niet opgenomen worden in de scholen of door het gezin worden onderhouden; dank zij de tusschenkomst van het Gemeen Fonds (wet van 14 Juni 1920), worden zij gewoonlijk in internaten geplaatst. En nochtans kan men zich afvragen of al deze kinderen uit hun mid-

den moeten worden weggetrokken en of voor velen onder hen de opvoeding in hun gezin niet heilzaam wezen zou; derwijze kunnen zij ook, in de gunstige gevallen, de moederlijke zorgen genieten.

Aan deze beschouwingen, uitgebracht door geneesheeren die vooral op erge gevallen van ontaarding doelen, voegen wij de meening van een opvoeder.

In zijn vlugschrift : *L'Instruction obligatoire et les Devoirs des Administrations publiques*, laat de heer G. Boon, een onderwijzer die zich inzonderheid met het vraagstuk heeft beziggehouden, zich uit als volgt :

« De heeren DEMOOR en JONCKHEERE vragen dat men zich zou bekommeren met de ontaarden...

» Naast dezen moeten wij echter ook onze aandacht wijden aan de groote massa van degenen die al de verschijnselen van ontoereikendheid, ongeregeldheid of afwijking vertoonen, onder lichamelijk of geestelijk opzicht, vanaf de geringste dier verschijnselen tot deze die de ernstigste gevallen benaderen.

» Wij hebben aangetoond dat hun toestand, ten minste voor een gedeelte, voortvloeit uit fouten begaan bij hunne opvoeding. Men moet zich met dezen bemoeien, men moet vermijden dat hun toestand verergert en dat zij niet worden, zoo al niet echte wrakken, ten minste betrekkelijke onwaarden.

» Werpen wij een blik rondom ons? Vervangen de werken tot onderstand, in alle landen, niet in ruime mate het duur kostend optreden tot verlichting van de reeds bestaande ellende door de preventieve weldadigheid? En anderzijds, spant de geneeskunde niet al hare krachten in om « te voorkomen eer dan te genezen » vooral wat betreft de behandeling der prae-tuberculeuzen? Dienvolgens moeten wij, opvoeders, als onze onmiddellijke plicht beschouwen hulp te bieden aan de menigvuldige kinderen, die, wat hun verstand betreft, zwakzinnig of achterlijk of abnormaal zijn, en die in de tegenwoordige schoolorganisatie niet het geschikte middel vinden voor hun geheele ontwikkeling. »

De heer PAUL WERS, kinderrechtcr, hecht eveneens het grootste gewicht aan het bijzonder onderwijs. In zijn *Guide du Délégué de la Protection de l'Enfance*, zegt hij onder meer :

« Het is wenschelijk dat deze klassen van bijzonder onderwijs vermeerderd worden. Het getal is op dit oogenblik te gering. Zij kunnen de grootste diensten bewijzen. De gemeenten hebben hierin een belangrijken plicht te vervullen waarvan zij misschien niet genoeg bewust zijn. »

Is het ook niet, voor een deel, op deze kinderen dat de heer HUBERT, Minister van Wetenschappen en Kunsten, zinspeelde in zijn rondschrjven van 28 Februari 1922, waaruit wij den volgenden zin lichten :

« Een vaak vastgesteld kwaad is de aanwezigheid in de lagere klassen van al de talrijke achterblijvers, zwakzinnige of achterlijke kinderen, die gedurende lange jaren in de lagere afdeelingen blijven hangen. Ik vraag aan de onderwijzers eene ernstige krachtsinspanning om deze kinderen te helpen met minder vertraging de hoogere afdeelingen te bereiken. »

Deze kinderen bestaan dus, zij wonen de school bij, hun toestand verdient belangstelling, en het is tijd dat het noodige gedaan wordt om hun ter plaatse de passende opvoedingskundige zorgen te verschaffen.

Uit de Statistiek, uitgegeven door het Ministerie van Wetenschappen en Kunsten op 31 December 1922, blijkt dat 16 t. h. van de leerlingen de school verlaten na het 4^{de} studiejaar, 15 t. h. na het 5^{de}, 43 t. h. na het 6^{de}, 14 t. h. na het 7^{de} jaar, en slechts 12 t. h. voltooien het achtste studiejaar.

Deze beweeggronden hebben ons aangezet u enkele wijzigingen aan de wet tot regeling van het lager onderwijs voor te stellen. Zij hebben voor doel :

- 1° den schoolplicht algemeen te maken ;
- 2° den duur dezer verplichting voor de abnormale kinderen te verlengen ;
- 3° het inrichten van een bijzonder onderwijs op te leggen ;
- 4° het oprichten van klassen voor zwakzinnige of achterlijke kinderen en van recuperatieklassen aan te moedigen.

Om de gedachten die wij hier vooropstellen te verwezenlijken, moet men onverwijld denken aan de voorbereiding van de opvoeders die zullen geroepen zijn de opvoeding en het onderwijs van de categorie kinderen die wij bedoelen in handen te nemen. Wij denken het dus noodig de aandacht van het onderwijzend personeel te vestigen op het initiatief, sedert 1914, genomen door de provincie Brabant tot vorming van de bevoegde onderwijzeressen en onderwijzers, en tot inrichting, binnen den kortst mogelijken tijd, van tijdelijke normale leergangen in de twee talen, op verschillende plaatsen van het land.

Wij hadden de gelegenheid van dichtbij de proefnemingen bij te wonen gedaan in het lager onderwijs van eene gemeente der Brusselsche agglomeratie, en wij hebben ons aldus kunnen rekenschap geven van de methode die moet geveld worden voor het redematig inrichten van het bijzonder onderwijs in de groote centra's. Wij hebben daarbij de overtuiging opgedaan dat het volstrekt noodig is te beginnen met het schiften en het klasseeren van de leerlingen in de gewone scholen, om daar de kinderen te ontdekken die bijzondere opvoedkundige zorgen vergen.

De wijzigingen die wij aan de Kamer voorstellen zijn van zoodanigen aard dat al de kinderen zonder onderscheid in ruimere mate zullen genieten van de voordeelen van het verplichtend onderwijs en dat de gelijkheid van allen, ten aanzien van opvoeding en onderwijs, zal verwezenlijkt zijn.

Wij hebben deze *Toelichting* met het *Wetsvoorstel* onderworpen aan de Maatschappij tot Bescherming van Abnormale Kinderen van Brussel.

De navolgende heeren, leden van den Algemeenen Raad van dit organisme, hebben medegewerkt aan dit document : de heeren D^r BOULENGER, BOON, D^r DEMOOR, D^r DECROLY, D^r DAM, HERLIN, HERNALSTEEN, JONCKHEERE, D^r A. NIJS, SMELTEN en de kinderrechtcr WETS.

De heer D^r DEMOOR, voorzitter van de Maatschappij tot Bescherming der Abnormale Kinderen, was zoo goed ons de navolgende « Algemeene Beschlouwingen » mede te deelen, en ons nuttige vingerwijzingen te geven met dewelke wij hebben rekening gehouden in het wetsvoorstel.

ALGEMEENE BESCHOUWINGEN.

« De Maatschappij tot Bescherming der Abnormale Kinderen wordt gevraagd hare meening uit te spreken over de gepastheid van een wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 1, 2, 3, 14, 22 en 23 van de wet tot regeling van het lager onderwijs, en waardoor het beginsel van den schoolplicht zou uitgebreid worden tot de abnormale kinderen.

» Onder voorbehoud van de beschouwingen die volgen, brengt zij hulde aan den indiener van het voorstel dat zij ten eerste goedkeurt.

» Zij geeft in de eerste plaats uiting aan de meening van hare leden, die door hunne specialisatie daartoe het meest bevoegd zijn, dat de bestaande wet, ondanks hare tekortkomingen, reeds het bewijs heeft geleverd van haar groot nut, dat in theorie niemand betwistte, maar dat door de practijk werd bekrachtigd.

» Over het algemeen schijnt het dat de bestaande wet goed wordt nageleefd, in de mate waarin zij kan toegepast worden op het getal kinderen die de schoolplicht door zijne bepalingen kan bereiken.

» Met waakzaamheid houden de gerechtelijke overheden er de hand aan dat deze verplichting streng wordt nageleefd. Men kan zeggen dat het getal vastgestelde overtredingen betrekkelijk klein is, in verhouding tot de groote massa van de minderjarigen. Meestendeels blijkt er geen kwade wil te zijn bij de vastgestelde overtredingen die gewoonlijk veroorzaakt zijn door omstandigheden die eigen zijn aan de klasse van menschen, en waarbij de behoefte, de ellende, de onwetendheid van de wettelijke voorschriften, de noodzakelijkheid van de hulp van een oudere, de verontschuldiging zijn waarover de rechterlijke macht zal hebben uitspraak te doen.

» Indien op het oogenblik, en over heel het land, de curve van de kindercriminaliteit eene neiging vertoont tot dalen, dan is dit verheugend sociaal verschijnsel onbetwistbaar voor een deel te danken aan de strenge toepassing van de wet die den schoolplicht oplegt aan de groote massa van de rechtsonderhoorigen van den kinderrecht.

» Naar onze mening wettigen deze beschouwingen de uitbreiding van het beginsel van den schoolplicht tot de talrijke minderjarigen die thans, steunend op de uitzonderingen door de bestaande wet voorzien, verstoken blijven van de weldaad, hetzij van gelijk welk of van een voldoende schoolonderricht.

» Wij meenen dat onze schoolwet aan het hoofd van hare bepalingen zou moeten bevestigen, zooals de Scandinaafsche wetgeving : *dat elk kind recht heeft op het voordeel van het onderwijs.*

» Deze bevestiging zou aan de verplichting van het gezinshoofd, vastgelegd in het eerste lid van artikel 1 der wet, hare juiste beteekenis geven. Zij zou voor gevolg hebben dat in beginsel geene enkele categorie kinderen zou uitgesloten worden van het voordeel van het onderwijs, en dat slechts een overgangskarakter zou toegeschreven worden aan de uitzonderingen voorzien door de wet en gesteund op enkel feitelijke redenen.

» Wij stellen vast dat thans artikel 2, 3° van de wet de verplichting ophéft

voor het gebrekkig of zwakzinnig kind, dat daardoor onbekwaam is de lagere school of de klassen voor abnormalen, gevestigd binnen een omtrek van vier kilometer van zijn woning, te volgen.

» Deze bepaling vooral moet herzien worden. Zij maakt inderdaad in de wet eene bres waardoor vele minderjarigen aan den schoolplicht ontsnappen. Het is waar dat § 5 van artikel 14 bepaalt dat daar, waar de belangrijkheid van de bevolking het toelaat, de gemeenten verplicht zijn klassen in te richten voor zwakzinnige of achterlijke kinderen, of voor abnormale kinderen.

» Het blijkt vooreerst uit de verklaring van dezen tekst, dat het voordeel van deze bepaling enkel kan verkregen worden in de groote centra's waar de ondervinding ons heeft bewezen dat de gemeenteoverheden niet voldoende hebben beantwoord aan den wensch van den wetgever : het getal klassen voor bijzonder onderwijs is zeer beperkt, werkelijk onvoldoende, en in vele belangrijke gemeenten bestaat het zelfs niet. Buiten enkele uitzonderingen van sommige groote gemeenten, hebben de schooloverheden, naar ons weten, niets gedaan voor dit bijzonder onderwijs, en wij kunnen er bijvoegen dat geene enkele verplichting den gebrekkigen minderjarige bereikt, voor wien de verplichting de bestaande bijzondere methoden te volgen nochtans van het grootste belang zou zijn.

» Men dient elkaar inderdaad goed te verstaan over de juiste beteekenis van den term : *abnormaal kind*, tot hetwelk het voordeel van het wetsvoorstel dient uitgestrekt te worden.

» Zonder ons te wagen in de netelige ingewikkeldheid van de rangschikkingen, kunnen wij zeggen dat wij door abnormale kinderen verstaan al degenen die, in eender welken graad, eene gekenschetste afwijking vertoonen; zij weze van lichamelijken of zinlijken aard, als dusdanig beschouwen wij dus : de doofstommen, blinden, verminkten, zwakzinnigen, pedagogisch achterlijken, enz. Tot al deze ongelukkigen, die voordeel kunnen trekken uit een bijzondere onderwijs, gaat onze bezorgdheid en strekt in onzen geest ons wetsvoorstel zich uit.

» Wij zullen hier bijvoegen, om onze gedachte te voltooien, en steunend op de toelichting van het ontwerp dat ons wordt voorgelegd, dat het getal minderjarigen die uit het onderwijs niet het voordeel trekken dat zij er zouden kunnen uittrekken, zeer aanzienlijk is, omdat de duur van de schoolverplichting voor hen onvoldoende is.

» Het getal jaren door de wet vastgesteld om het cyclus van den schoolplicht te bepalen is louter theoretisch en abstract. Het regelt de graden van een schoolprogramma voor een normaal begaafd kind.

» Doch de officieele cijfers door het Ministerie van Wetenschappen en Kunsten bekendgemaakt, op 31 December 1922, toonen klaarblijkend welk een groot getal leerlingen het schoolcyclus niet voleindigen en die, gevolglijk, uit hun schoolbezoek een zeer beperkt profijt trekken. Voor die minderjarigen is het ook dat de bestaande bepalingen moeten gewijzigd worden.

» Gewis, voorziet artikel 3 der wet, § 2, dat door een Koninklijk besluit zal worden bepaald in welke voorwaarden dit tijdsbestek kan worden verlengd voor de voor opvoeding vatbare abnormale kinderen. Doch dit besluit bestaat thans

niet en wij denken, overigens, dat het moeilijk zou zijn, gezien de ontoereikendheid van de bestaande wettelijke bepalingen, er thans de termen van vast te stellen.

» Op dit oogenblik zijn er in het land scholen voor normaalonderwijs ten dienste van het personeel dat zich voorbereidt voor het bijzonder onderwijs, inzonderheid : de normaalschool, in 1913, door de provincie Brabant opgericht en die nog steeds bestaat, waarnemingsinrichtingen en medico-opvoedkundige klinieken, verscheidene inrichtingen van bijzonder onderwijs, met internaatstelsel, voor kinderen van beiderlei kunne, opgericht hetzij door privaat initiatief, hetzij door het initiatief der officieele inrichtingen (provincie, nationaal werk voor de kindsheid), onderscheidene scholen voor het onderwijs van verminkten, een voldoende aantal scholen voor doofstommen of blinden. Immers, eene wet verzekert het genot van het gemeenfonds aan al de behoeftige abnormalen (14 Juni 1920).

» Het oogenblik schijnt gekomen te zijn om een samenordering tot stand te brengen onder deze eenheden van jongen datum, die alle, in verschillend opzicht, tot het beoogde doel kunnen medewerken.

» Het is klaar dat artikel 11, waarbij gebeurlijke strafbepalingen worden voorzien, voortaan toepasselijk zou zijn op de overtreders der nieuwe beschikkingen, daar de verplichting voor allen dezelfde is.

» Bij gelegenheid van de hervorming der wet, zou de wetgever den tekst van artikel 23 kunnen aanvullen, met het verkrijgen der Staatstoclagen te verzekeren aan de provinciën die, zooals de provincie Brabant, het lager onderwijs inrichten ten bate van zekere klassen van kinderen.

» Wij achten het niet noodig onze overwegingen te steunen op aanhalingen uit de « Toelichting ». Behalve dat zij niet altijd bij het nagestreefde doel passen, zijn zij slechts persoonlijke zienswijzen, — ongetwijfeld zeer achtenswaardig, — maar minder afdoende, volgens onze meening, dan de statistieke gegevens welke wij nuttig achter hieronder mede te deelen,

» Wijzende op de reeds in de « Toelichting » medegedeelde kenteekenende cijfers van de ambtelijke statistieken uitgaande van het Ministerie van Wetenschappen en Kunsten (31 December 1922), die reeds op een indrukwekkende wijze de belangrijkheid der kwestie betoogen, zullen wij de ontroerende aanduidingen inroepen opgeleverd door de werkzaamheden van de Medico-opvoedkundige kliniek van Brabant. Deze inrichting onderzocht, sedert 15 Januari 1920, 945 kinderen, de meesten gezonden door den Kinderrechter van Brussel. Al deze minderjarigen werden geclasseerd volgens een gelijkvormige onderzoeksmethode.

» Zij worden onderverdeeld als volgt :

Goed begaafden	85
Normalen	195
Achterlijken	350
Zwakzinnigen	180
Zwakken van geest	134
Onnoozel	1

» Reeds in 1910, is een statistische tabel gezonden door de Maatschappij tot bescherming der abnormale kinderen naar de Tentoonstelling van Brussel, telde men één abnormale voor 850 inwoners en nagenoeg 8,700 abnormalen voor geheel België.

» De lagere scholen telden, op dit tijdstip, een gemiddeld getal van 10. h. paedagogisch achterlijken en 90,000 paedagogisch achterlijken (jongens en meisjes) in de lagere scholen aan Staatstoezicht onderworpen.

» Die aanduidingen schijnen thans beneden de werkelijkheid.

» De Commissie, samengesteld voor de herinrichting van het onderwijs der abnormalen, doofstommen en blinden, — door den Minister van Justitie in 1920 ingesteld, — bezorgde de volgende cijfers van Belgische abnormalen in de bijzondere inrichtingen :

Dooven.	1,243
Blinden.	360
Gebrekkigen	55
Zwakzinnigen	631
Paedagogisch achterlijken	116
Grondig onnoozelen	326
Lijders aan vallende ziekte	154
Onderscheidene	340
TE ZAMEN.	<u>3,225</u>

» Een, in 1909, te Brussel voortgezet onderzoek door de gemeentelijke schoolinspectie, met het doel het procent te bepalen van de achterlijke kinderen, stelt vast dat er in de scholen een bevolking was van 1,299 kinderen die drie jaar en meer voor de school ten achteren waren. 937 van die minderjarigen waren geplaatst in klassen met bijzonder onderwijs.

» Op 30 Juni 1921, telden de bijzondere afdeelingen nog slechts 857 achterlijke kinderen op een gezamenlijke bevolking van 9,960, of 8 t. h.

» Uit een onderzoek ingesteld in de gemeente Anderlecht, in 1922, bleek dat op 5,452 kinderen van den vierden graad der lagere school :

er 416, dat is 8 t. h., 3 jaren ten achter zijn,

165, id. 3 t. h., 4 id.

44, id. 1 t. h., 5 id.

» Nemen wij verder inlichtingen over de verminkte kinderen in België, dan leert ons de statistiek dat men in 1912, in de provincie Brabant, ongeveer 942 verminkte kinderen aantrof van 6 tot 14 jaar (575 daarvan bezochten de school).

» Op 445 van bedoelde jonge lieden van 14 tot 18 jaar, waren er geen 100 op stiel.

» In 1920, vroegen de bestuurders en bestuursters der officieele scholen van de Brusselsche agglomeratie de toelating van 68 kinderen in een bijzonder gesticht voor verminkten.

» Toen, in 1919, de bestuurder der school voor verminkten van de Leerlooiersstraat zijn ambt hernam, bevond hij dat op de 32 leerlingen, die toen in de werkhuizen waren van het gesticht voor verminkten van Brabant, er 14 volkomen ongeletterd waren; allen waren minstens 16 jaar oud. *Een enkele leerling had de lagere school geheel uitgemaakt.*

» Op deze leerzame documentatie wordt nog nadruk gelegd door een der onzen die bevonden heeft, dat tal van doofstomme en blinde kinderen in België geen onderwijs hoegenaamd ontvangen. In sommige gestichten heeft hij gebreken aangetroffen van 12, 13 en 16 jaar, die er onlangs waren binnengetreden en nooit ter school waren geweest. Geene enkele wetsbepaling laat toe deze kinderen in de gestichten te houden tegen den wil der ouders in.

» Wij meenen dat deze nauwkeurige documentatie, welke door verdere studie nog kan worden aangevuld en onze meening over het nut van het ons voorgelegde wetsvoorstel steunen moet, op zich zelf reeds volstaat om de noodzakelijkheid te bewijzen van eene wetgeving die hare weldaad uitstrekken moet tot eene aanzienlijke kinderbevolking van de ongelukkigsten onder de ongelukkigen, welke men wegens ongenoegzame wetgeving aan elke opvoeding kan onttrekken.

» Het doel dat de wetgever beoogt met deze kinderen aan een bijzonder onderwijs te onderwerpen, moet uitgaan, niet enkel van redenen van sentimenteelen aard, maar ook van de gebiedende bekommring om door eene welbegrepen en wijselijk toegepaste wetgeving het getal ondersteunden te verminderen, die elk jaar de Begrooting van den openbaren onderstand en de weldadigheid zoo zwaar belasten.

» Tot slot onzer Toelichting, zouden wij graag een bondig overzicht maken van een der nevenzijden van het vraagstuk, dat aanleiding zou kunnen geven tot sommige bezwaren.

» Artikel 2 van den voorgestelden tekst voorziet dat de leerplicht wordt gehandhaafd, wanneer gemakkelijke verkeersmiddelen bestaan tusschen de verblijfplaats van den minderjarige en de schoolinrichting waar het lager onderwijs moet worden voortgezet, of wanneer deze verkeersmiddelen kunnen worden tot stand gebracht. Deze bepaling brengt het vraagstuk te berde van de verplaatsing der abnormale minderjarigen, vanaf de verblijfplaats naar de onderwijsinrichting.

» Dit komt niet in aanmerking voor degenen die practischerwijs slechts in een internaat op hunne plaats zijn. Voor deze kinderen moet in beginsel de verplichting bestaan. Deze verplichting zal nageleefd worden door de aanwezigheid van het kind in een geschikt internaat.

» Voor de andere kinderen kan de zaak wat verwikkelingen opleveren, zonder echter niet onoplosbaar te zijn.

» Wij vernemen dat de stad Antwerpen aan dit vraagstuk reeds eene practische oplossing heeft gegeven. »

Uit een verslag, opgemaakt door D^r DAM over de maatregelen tot oprichting van het provinciaal gesticht voor gebrekkigen en verminkten, nemen wij de volgende inlichtingen :

« In de stad Londen bestaan 39 scholen van de bijzondere onderwijsinrichting « London County Council » met eene totale bevolking van 3,086 kinderen. Het vervoer der kinderen werd op zeer praktische wijze opgelost. Men mag niet uit het oog verliezen dat elke school slechts over eene wijk van de stad hare werking uitoefent; hare werkkring gaat niet verder dan 3 engelsche mijlen; dat is de meest uitgebreide kring die mij werd aangewezen. Over het algemeen, geschieden de zaken als volgt : de kinderen die dichtbij de school wonen en kunnen gaan, komen te voet naar de school; zij die verder wonen, kunnen de gewone vervoermiddelen gebruiken : tramway, omnibus, spoorweg, enz. Wanneer het kind behoeftig is, betaalt de school, in dit geval, de reiskosten terug; de andere kinderen, zij die niet goed of niet kunnen gaan, zij die om welke reden ook in de onmogelijkheid verkeerden om de gewone vervoermiddelen te gebruiken, deze kinderen worden in bijzondere voertuigen naar de school gevoerd.

» Elke school bezit twee of drie rijtuigen die twee of drie reizen doen langs sommige kruispunten waar de ouders hunne kinderen naartoe brengen; kunnen de ouders dit niet doen, dan wordt het kind ten huize afgehaald.

» Elk rijtuig is vergezeld door eene verpleegster of eene hulpverpleegster. Tegen ongeveer 9 ¹/₂ uur, ten laatste tegen 10 uur, zijn al de kinderen in de klas; zij blijven er gansch den dag en nemen hun middagmaal in de school. »

De ontworpen wet zou natuurlijk moeten worden toegepast met het oog op de bijzondere omstandigheden waarin onze Belgische bevolking leeft, op de beschikbare middelen, de mogelijkheden van uitvoering, de bestaande en benutbare middelen, de goeden wil van de overheid en der ouders; doch wat op dit oogenblik in het buitenland en in ons eigen land werd verwezenlijkt, kan gedachten geven welke wij ons zouden kunnen ten nutte maken.

« Wij besluiten. Het aangevangen werk schijnt ons alle aanbeveling te verdienen. Het komt op zijn uur. De aard van onze methodes, de waarde van ons bijzonder onderwijs, het bestaan van onze verschillende gespecialiseerde schoolinstellingen maken de goedkeuring van de voorgestelde wet wenschelijk. Het belang van de kinderen en in laatste ontleding het belang van het land gaan samen met de ontwikkeling van eene wetgeving waarvan de thans van kracht zijnde tekst reeds de noodzakelijkheid deed voorzien en de toekomstige verwezenlijking. »

* * *

Op 24 Mei 1924, hebben wij van de « *Ligue nationale belge d'Hygiène mentale* » (80, Livournestraat), onderstaanden brief ontvangen geteekend door haren secretaris-generaal den heer D^r ERNEST DECRAENE :

« MIJNHEER DE VOLKSVERTEGENWOORDIGER,

» Met de grootste belangstelling hebben wij kennis genomen van uw wetsontwerp betreffende den leerplicht voor de abnormale kinderen; wij hopen dat uw edelmoedig initiatief door het Parlement worde goedgekeurd.

» Wij oordeelen het nuttig er u op te wijzen dat het Bestuur van de « *Ligue nationale belge d'Hygiène mentale* » eenparig een verslag heeft goedgekeurd betreffende den leerplicht en de onderwijsmethodes voor de abnormale kinderen, ingediend door Dr August LEX, professor van psychiatrie aan de Universiteit van Brussel, waarvan de besluiten zijn :

» Eene ervaring van vijf en twintig jaar laat mij toe het zeer groot belang te erkennen van het bijzonder onderwijs, gegeven in goed ingerichte scholen, voor de achterlijke en zwakzinnige kinderen. Het is een van de beste werken om de jeugdmisdadigheid en de criminaliteit te voorkomen.

» Indien al de achterlijke en zwakzinnige kinderen verplicht waren deze scholen bij te wonen, en indien men daar met zorg hunne gebreken en hunne zedelijke en verstandelijke afwijkingen wilde opsporen, en indien men ze volgde en ze beschermde in den levensstrijd, dan zou men een groot getal van hen beletten tot ondeugd en misdaad te vervallen.

» Wat de organisatie zelf van de bijzondere scholen voor de achterlijke kinderen betreft, is de periode van tasten en zoeken thans geëindigd. Men weet nu wat er noodig is.

» Het nagaan van de volwassenen, die de bijzondere klassen hebben doorgeemaakt, heeft geleerd dat, in het gewone leven, het vooral de geschiktheid voor den handenarbeid is die hen toelaat zich eventueel uit den slag te trekken, en dat de verstandelijke begrippen in de school opgedaan voor hen slechts van ondergeschikt of van geen belang zijn. Welnu, het doel van de bijzondere opvoeding is hen bruikbaar te maken voor de maatschappij.

» Al de opvoedkundigen en al de bevoegde dokters zijn het eens om te verklaren dat, in het bijzonder onderwijs, de vakopleiding en de vorming van het kind met het oog op zijne aanpassing op het werkelijk en practisch leven, den voorrang moeten hebben op het eigenlijk onderwijs.

» Het is nuttig te verklaren dat men zijn tijd verbeuzelt met de achterlijke kinderen te leeren lezen, schrijven en rekenen en hun de overige schoolvakken te onderwijzen, naar gelang de gevolgde programma's.

» Die vakken zijn slechts van ondergeschikt belang en behooren om zoo te zeggen tot het practisch, levend en concreet onderwijs van het handwerk dat het hoofdzakelijk onderwijs moet uitmaken.

» Het is vooral de bijzondere school welke een laboratorium, een werkhuis en een werkdadige school moet zijn. Het kind moet er gestadig worden beziggehouden met concrete en nuttige zaken. De methoden, door den heer DECROLY, op zoo merkwaardige wijze voorgesteld, moeten er intensief worden toegepast. Het kind moet op bijkomende wijze, bij geval, — wanneer een bijzonder belang op het spel staat, — er worden toegebracht om te leeren lezen, schrijven en rekenen. Doch bij hen geen stelselmatig onderwijs over de formeele schoolvakken.

» Drukken wij den wensch uit dat een baanbrekend en moedig paedagoog die beginselen in hun geheel in toepassing brenge.

» Al te lang reeds en nog in te veel bijzondere klassen, moet men een « programma » volgen dat een trouwe nabootsing is van de schooloefeningen welke aan de normale kinderen worden opgelegd, en men komt er toe het

zwakke kind een tegengoesting te geven van de school en van den arbeid, met te trachten hem begrippen in te geven welke zijn geest in staat is op te nemen.

» Het is dus tijd, niet alleen overal bijzondere scholen tot stand te brengen voor achterlijke kinderen en het bijwonen derzelve verplichtend te maken, maar ook ze volgens de hedendaagsche begrippen in te richten, ondanks sommige heerschende paedagogische beginselen. Het is noodig dat de opvoeders en de geneesheeren die hunne popingen hebben vereenigd om den geest van die ongelukkige kinderen te ontwikkelen en te verlichten, zeer luide de noodzake-lijkheid verkondigen om, te hunne voordeele, den paedagogischen slenter daar te laten.

» Gelief te aanvaarden, Mijnheer de Volksvertegenwoordiger, de verzekering van onze bijzondere hoogachting. »

*
* *

Wij zijn gelukkig dit ontwerp aan de Kamer te kunnen aanbieden, dat door de meest bevoegde personen, in zake opleiding van de abnormale kinderen, eenparig werd goedgekeurd.

Onbetwistbaar heeft het een hooge beteekenis.

G. MELCKMANS.

(14)

CHAMBRE
des Représentants.

KAMER
der Volksvertegenwoordigers.

Proposition de loi modifiant les articles 1, 2, 3, 14, 22 et 23 de la loi organique de l'enseignement primaire et tendant à l'extension de l'obligation scolaire aux enfants atteints d'infirmités physiques ou mentales.

ARTICLE PREMIER.

Le numéro 1° de l'article premier de la loi organique de l'enseignement primaire est modifié comme suit :

« 1° En faisant instruire leurs enfants, soit dans une école publique ou privée du degré primaire ou moyen, soit dans des classes, des écoles ou des instituts spéciaux, publics ou privés, affectés aux enfants atteints d'infirmités physiques ou intellectuelles. »

ART. 2.

L'article 2 de la même loi est modifié comme suit :

« Le chef de famille peut être dispensé par le pouvoir judiciaire compétent, de l'obligation qui lui est imposée par l'article précédent :

1° Lorsqu'il n'y a pas d'école du degré primaire ou moyen, de classes d'écoles ou d'instituts spéciaux dans un rayon de 4 kilomètres de l'habitation de l'enfant;

2° Lorsque les parents ou tuteurs

Wetsvoorstel waarbij de artikelen 1, 2, 3, 14, 22 en 23 der wet tot regeling van het lager onderwijs worden gewijzigd en de leerplicht wordt uitgebreid tot de gebrekkige of zwakzinnige kinderen.

EERSTE ARTIKEL.

Nummer 1° van het eerste artikel der wet tot regeling van het lager onderwijs wordt gewijzigd als volgt :

« 1° Door hunne kinderen te doen onderwijzen in eene openbare of private school van den lageren of van den middelbaren graad, hetzij in openbare of private klassen, scholen of bijzondere instituten voor gebrekkige of zwakzinnige kinderen. »

ART. 2.

Artikel 2 van dezelfde wet wordt gewijzigd als volgt :

« Het gezinshoofd kan door de bevoegde rechterlijke overheid van de bij bovenstaand artikel opgelegde verplichting worden vrijgesteld :

1° Wanneer er geen school van den lageren of van den middelbaren graad, noch klassen, scholen of bijzondere instituten bestaan binnen een afstand van 4 kilometer van de woning van het kind;

2° Wanneer de ouders of voogden

opposent des griefs de conscience à l'envoi de leurs enfants ou pupilles dans toute école située dans un rayon de 4 kilomètres de leur résidence;

3° Lorsque l'enfant est atteint d'infirmités physiques ou intellectuelles entraînant l'incapacité de fréquenter l'école primaire ou les classes pour enfants anormaux établies dans un rayon de 4 kilomètres de son habitation. Toutefois, le pouvoir judiciaire compétent aura à apprécier s'il n'y a pas lieu de maintenir l'obligation, lorsque des moyens faciles de communication existent ou peuvent être organisés, ou encore qu'il s'agisse d'enfants à éduquer ou à instruire dans des internats, tels que les instituts pour sourds-muets, aveugles, anormaux et estropiés. »

ART. 3.

L'article 3 est modifié comme suit :

« L'obligation s'étend sur une période de huit années. Cette période commence après les vacances d'été de l'année pendant laquelle l'enfant accomplit sa sixième année et se termine après que l'enfant a consacré huit années aux études.

» Pour les enfants qui fréquentent les classes, écoles ou instituts spéciaux, cette obligation pourra éventuellement être prolongée pendant un délai qui ne dépassera pas le terme de l'année scolaire pendant laquelle l'enfant accomplit sa seizième année.

» Cette prolongation sera décidée par le délégué de l'autorité centrale compétente sur la proposition du chef d'école et le médecin scolaire entendu.

gewetensbezwaren aanvoeren tegen het zenden van hunne kinderen of pleegkinderen naar elke binnen een afstand van 4 kilometer van hunne verblijfplaats gelegen school;

3° Wanneer het kind de lagere school ofwel de klassen voor abnormale kinderen, bestaande binnen een afstand van 4 kilometer van zijne woning, wegens lichaamsgebreken of zwakzinnigheid niet kan bezoeken. Echter zal de bevoegde rechterlijke overheid moeten oordeelen of de verplichting niet moet behouden worden wanneer er gemakkelijke verkeersmiddelen bestaan of kunnen tot stand gebracht worden of nog, dat het kinderen betreft welke in internaten moeten opgeleid of onderwezen worden, zooals de inrichtingen voor doofstommen, blinden, abnormalen en verminkten. »

ART. 3.

Artikel 3 wordt gewijzigd als volgt :

« De verplichting geldt voor een tijdvak van acht jaren. Dit tijdvak gaat in na het zomerverlof van het jaar, waarin het kind den leeftijd van zes jaar bereikt, en eindigt wanneer het kind gedurende acht jaren onderricht heeft ontvangen. »

« Voor de kinderen welke de klassen, de scholen of de bijzondere instituten bezoeken, kan die verplichting eventueel worden verlengd gedurende een tijdperk dat niet verder strekt dan het schooljaar waarin het kind zijn 16^{de} jaar bereikt.

» Die verlenging wordt beslist door den afgevaardigde van het bevoegde ministerieele departement, op voorstel van het schoolhoofd en den schoolgeneesheer gehoord zijnde.

» La fin de l'obligation scolaire pour un élève fréquentant une école soumise à l'inspection de l'État est, à la demande des parents, constatée par une déclaration écrite délivrée par le chef de cette école et visée, pour légalisation de la signature, par l'autorité communale compétente.

» Pour tout autre enfant, la déclaration est délivrée par l'inspecteur cantonal ou l'inspecteur cantonal-adjoint et revêtue du cachet de l'inspection.

« Pour les enfants astreints à la nécessité de la prolongation, la fin de l'obligation scolaire est constatée par le délégué de l'autorité centrale compétente, qui statue sur la dite prolongation. »

ART. 4.

Le dernier alinéa de l'article 14 est modifié comme suit :

« Là où l'importance de la population le permet, les communes sont tenues d'organiser des classes pour enfants faiblement doués ou arriérés ou pour enfants anormaux et une classe de récupération par école ou par groupe d'écoles, pour les retardés temporaires ou accidentels. »

ART. 5.

Les dispositions suivantes sont ajoutées à l'article 14 :

« Dans le délai d'un an à dater de la promulgation de la présente loi, l'école communale comprendra nécessairement une classe d'enseignement spécial, s'il est établi que 15 enfants sont inaptes à suivre l'enseignement ordinaire.

» Het einde der schoolplichtigheid voor een leerling welke een aan Staats-toezicht onderworpen school bezoekt, wordt op verzoek der ouders vastgesteld door een schriftelijke verklaring, afgeleverd door het hoofd dier school en, tot legalisatie van de handteekening gevisieerd door de bevoegde gemeenteverheid.

» Voor ieder ander kind wordt de verklaring afgeleverd door den kantonnalen opziener of door den kantonnalen hulpopziener en bekleed met het stempel van het schooltoezicht.

» Voor de kinderen aan wie de verlenging moet worden opgelegd, wordt het einde van de schoolplichtigheid vastgesteld door den afgevaardigde van het bevoegde ministerieele departement, die over gezegde verlenging beslist. »

ART. 4.

De laatste alinea van artikel 14 wordt gewijzigd als volgt :

« Daar waar zulks mogelijk is wegens het getal inwoners, zijn de gemeenten verplicht klassen voor zwakbegaafde of achterlijke kinderen en voor abnormale kinderen in te richten alsmede eene herhalingsklas per school of schoolgroep, voor de tijdelijke of toevallige achterlijke kinderen. »

ART. 5.

De volgende bepalingen worden aan artikel 14 toegevoegd :

« Binnen een tijdsverloop van één jaar, van af de afkondiging dezer wet, moet de gemeenteschool een klas voor bijzonder onderwijs omvatten, indien het bewezen is dat 15 kinderen ongeschikt zijn om het gewoon onderwijs te volgen.

» Deux ou plusieurs communes ainsi que les provinces peuvent, en cas de nécessité, être autorisées par le Roi à se réunir pour fonder, et entretenir des classes, écoles ou instituts spéciaux.

» Les dispositions prévues aux § 5 et 6 de l'article 13, sont applicables au prescrit du présent article. »

ART. 6.

La disposition suivante est ajoutée à l'article 22 :

« Un arrêté royal fixera annuellement les conditions d'application de cet article en ce qui concerne les enfants arriérés ou anormaux. »

ART. 7.

Le premier alinéa de l'article 23 est modifié comme suit :

« Les subsides que l'État accorde annuellement aux provinces qui ont ouvert un établissement d'enseignement primaire, aux communes et aux directions des écoles adoptables pour le soutien respectivement des écoles primaires communales et adoptées et des écoles primaires adoptables sont équivalents aux traitements du personnel enseignant, qui sont les mêmes pour les instituteurs et les institutrices, se calculent d'après le barème minimum établi par les articles 29, 30 et 31 et comprennent, en outre, les indemnités de direction prévues à l'article 32 de la présente loi. Ces subsides sont liquidés mensuellement et directement au profit des membres du personnel. »

» Desnoods, kunnen twee of meer gemeenten of provinciën door den Koning worden gemachtigd om gezamenlijk klassen, scholen of bijzondere instituten op te richten en te onderhouden. »

« De bepalingen voorzien bij §§ 5 en 6 van artikel 13 zijn toepasselijk op dit artikel. »

ART. 6.

Aan artikel 22 wordt de volgende bepaling toegevoegd :

« De wijzen van toepassing van dit artikel, voor wat de achterlijke of abnormale kinderen betreft, worden jaarlijks bij Koninklijk besluit vastgesteld. »

ART. 7.

De eerste alinea van artikel 23 wordt gewijzigd als volgt :

« De toelagen door den Staat, elk jaar verleend aan de provinciën die een inrichting van lager onderwijs hebben geopend, aan de gemeenten en aan de besturen der aanneembare scholen tot ondersteuning, onderscheidenlijk, van de lagere gemeentescholen, aangenomen scholen en aanneembare scholen, bedragen evenveel als de jaarwedden van het onderwijzend personeel, welke gelijk zijn voor de onderwijzers en voor de onderwijzeressen; zij worden berekend naar den minimum-rooster, bepaald bij de artikelen 29, 30 en 31, en begripen daarenboven de bestuursvergoedingen voorzien bij artikel 32 dezer wet. Die toelagen worden maandelijks en rechtstreeks ten bate van de leden van het personeel uitbetaald. »

G. MELCKMANS.
JULES MATHIEU.
EUGÈNE SOUDAN.
LÉON TROCKET.
D. BOUCHERY.
EDMOND DOMS.